



# PROCES VERBAL

## Conseil Municipal

Séance du 19 mars 2018

Le Conseil municipal s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, le lundi dix-neuf mars 2018 à dix-neuf heures sous la présidence de M. Didier MORIN, Maire.

Convoqués :

CORBEL Michel – CORLAY Gérald – DEROUIN Robert – GAUVAIN Michaël – GUEGAN Yannick – ILLIEN Anne-Yvette – JEZEQUEL Fabien – KERRIEN Yvonnick – LAROSE Arnaud – LE BONHOMME Marie-Catherine – LE GARFF-TRUHAUD Francette – LE GRAND Marina – MARTIN Marie-Christine – MILON Martine – MORIN Didier – QUERRE Yann – QUINTIN Jérémie – ROPERS Isabelle – TROADEC Helen

Absents :

Absents non excusés : LAROSE Arnaud

Secrétaire : Helen TROADEC

Le quorum atteint, le Maire ouvre la séance dont l'ordre du jour est le suivant :

1. Ecole publique : devis complémentaire pour une alarme
2. Enregistrement des Conseils Municipaux : présentation des devis et modalités de mise en œuvre
3. Déclarations d'intention d'aliéner
4. Avis sur l'extension de l'élevage Keraziou à Tressignaux
5. Subventions exceptionnelles
6. Organisation de la randonnée d'été en partenariat avec l'office de tourisme communautaire
7. Informations communautaires
8. Informations diverses

Monsieur le Maire demande si des remarques sont à formuler sur le compte-rendu du 19 février 2018. M. KERRIEN indique que le document envoyé aux élus n'est pas le même que celui qui figure sur l'espace d'affichage de la mairie.

### **1/ Ecole publique : devis complémentaire pour une alarme incendie**

Mme Le GARFF-TRUHAUD explique que l'installation d'un système d'alarme a été faite à la demande de l'Education Nationale en 2016 dans l'école publique pour effectuer les exercices « attentat » et « confinement ». Celui-ci ne donne pas satisfaction, étant donné qu'il n'est pas correctement audible. En complément de ce système, une demande a été déposée par l'école pour installer une alarme incendie supplémentaire.

L'entreprise Alarme Contrôle Electronique, qui avait effectué l'installation initiale, a fourni un devis complémentaire pour l'installation de nouveaux composants, d'un montant de 2045.75 € pour l'école élémentaire et de 2116.85 € pour l'école maternelle. Mme Le GARFF-TRUHAUD indique par ailleurs que l'alarme incendie qui devait être installée a été oubliée, et qu'il y a donc lieu de faire procéder à l'installation d'un système pour un coût de 2924.15 € pour l'école primaire et de 2086.09 € pour l'école maternelle.

M. GUEGAN indique que le système a été mal pensé et que la configuration du bâtiment est très particulière. Il se demande s'il est judicieux de demander à l'entreprise qui a fait l'installation de l'alarme intrusion de procéder à l'installation de cette nouvelle alarme incendie.

Mme LE BONHOMME propose que de nouveaux devis soient réalisés par de nouvelles entreprises.

M. KERRIEN se demande si une entreprise qui n'a pas installé le système est en capacité d'intervenir. Il indique qu'il s'agit d'un coût total de 10 000 €, ce qui est conséquent. Il insiste en outre sur le fait que cette dépense n'était pas prévue.

Mme Le GARFF-TRUHAUD indique qu'il serait peut-être possible d'installer le système, qui n'est pas adapté à l'école, dans un autre bâtiment.

M. Le Maire rajoute qu'il semblerait que le cahier des charges initial n'ait pas été respecté.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à lancer une consultation pour l'installation d'un nouveau système d'alarme.

## 2/ Enregistrement des Conseils Municipaux : présentation des devis et modalités de mise en œuvre

Mme LE GARFF TRUHAUD présente les 4 devis reçus en Mairie pour l'acquisition d'un matériel permettant l'enregistrement des séances du Conseil Municipal.

Fournisseur	LOOPS	MUSICSTORE 22	MS INFORMATIQUE	BUREAU VALLEE
Marque	ZOOM	ZOOM	SONY	OLYMPUS
Type	H4n Pro	H4n Pro	PCM D 100	REUNION DM 720
Accessoires complémentaires	Kit accessoire	-	-	1 Micro inclus Possibilité d'achat de micros complémentaires au prix unitaire de 139,00 €
Prix	298,00 €	236,30 €	725,00 €	229,90 €

Après en avoir débattu, les systèmes proposés par les enseignes Bureau Vallée et MS informatique semblent les plus performants. Le système proposé par l'entreprise Bureau Vallée a l'avantage en outre d'être évolutif et de permettre l'enregistrement à travers plusieurs micros optionnels (jusqu'à 6 micros au total), l'offre de base incluant un micro. Proposition est faite d'acquérir le matériel de Bureau Vallée, avec 2 micros complémentaires, pour un montant total de 229.90 € + 2\*139 € = soit 507,90 €. Mme LE GARFF TRUHAUD indique enfin qu'il sera possible d'ajouter encore de nouveaux micros dans le futur.

Le Conseil, après en avoir délibéré, avec 4 abstentions et 14 votes pour, autorise le Maire à lancer l'acquisition de ce matériel et à proposer, lors du prochain Conseil Municipal, un règlement d'utilisation des enregistrements audio des séances du Conseil Municipal.

## 3/ Déclaration d'intention d'aliéner

Monsieur le Maire présente une déclaration d'intention d'aliéner parvenue en Mairie et pour laquelle il convient de se positionner. Il s'agit d'un bien situé rue de Kerallec (Lieu-dit Liors Indret), d'une superficie totale de 416 m<sup>2</sup> en zone Ub, appartenant à Emma LE VOGUER (usufruitière), Alain le VOGUER et Marie L'ESCOP (nu-propriétaires).

Le bien est proposé à la vente à M. Wilfried PRINGENT, habitant 18 place de l'Eglise à Goudelin, pour un montant de 10 000 €.

M. GUEGAN indique que le terrain est vendu à un prix attractif.

M. JEZEQUEL indique que les acquéreurs du terrain sont les personnes qui ont acheté le garage attenant.

Le Conseil, après en avoir délibéré, à l'unanimité, ne demande pas la préemption du bien.

Monsieur le Maire indique également qu'une demande est parvenue en mairie pour l'achat d'une partie du terrain communal ayant la référence cadastrale 872. Cette demande est formulée conjointement par M. et Mme GILDAS, ainsi que par Mme THAURONT et M. SALIS. Une demande similaire avait déjà été formulée par ces mêmes demandeurs au courant de l'année 2017 et avait fait l'objet d'un point à l'ordre du jour du Conseil Municipal du 2017. Une réponse négative avait alors

été apportée aux demandeurs. M. Le Maire propose que les élus se rendent sur site afin de rencontrer les demandeurs et d'évaluer l'opportunité de repasser ce point lors d'une prochaine séance du Conseil Municipal.

#### **4/ Avis sur l'extension de l'élevage Keraziou à Tressignaux**

Monsieur CORBEL présente l'avis d'extension du groupement agricole d'exploitation en commun, situé à Tressignaux, et spécialisé dans le secteur d'activité de l'élevage de porcs. La commune de Goudelin est concernée par cette extension, étant située dans un périmètre de 3 kilomètres autour de l'élevage. Le projet prévoit une extension en places d'engraissement, passant ainsi à 1536 places, pour une exploitation représentant au total 150 hectares et partagée sur 3 sites géographiques distincts dans la commune de Tressignaux.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable à l'extension de l'élevage Keraziou à Tressignaux.

#### **5/ Subventions exceptionnelles**

M. QUERRE présente la demande de subvention de deux jeunes goudelinaises, membres de l'écurie Audrey Duchemin de Pommerit-le-Vicomte, pour une participation de la commune aux frais engendrés par les compétitions nationales auxquelles ces jeunes prennent part. Le coût de leur participation à ces compétitions nationales a été évalué à 796 €. Une subvention de 50 € par jeune est proposée.

M. KERRIEN indique qu'il n'est pas contre sur le principe, mais qu'il est important de fixer des règles. Le fait qu'il s'agisse d'une compétition nationale doit être une condition sine qua non pour ce type de subvention.

M. QUERRE informe le Conseil Municipal que la commune de Pommerit-Le-Vicomte accorde une subvention identique aux deux demandeuses.

M. Le Maire indique qu'il est en accord avec l'idée d'accorder une subvention exceptionnelle en cas de compétition nationale.

Mme LE GRAND trouve important d'avoir un suivi sur la participation des demandeuses aux compétitions, et d'en faire un relais de communication auprès des goudelinais.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, donne un avis favorable à l'attribution d'une subvention exceptionnelle de 50 € à chacune des deux jeunes filles.

Madame Le GRAFF-TRUHAUD intervient également pour aborder le fait que le temps de travail de l'agent en charge du site internet ne lui permet pas de maintenir ce dernier de façon journalière. Elle indique également que la volonté municipale était de créer une page facebook dédiée à la commune dans un second temps, mais que cela semble compliqué au vu du temps de travail nécessaire.

Mme LE GRAND évoque l'idée de faire appel à une personne en service civique pour s'occuper de la partie communication, et lancer les projets.

M. KERRIEN pense que 4 agents au service administratif sont suffisants pour réaliser ce travail de communication.

Mme Le GRAFF-TRUHAUD indique que l'agent qui s'occupe de la communication a également d'autres missions qui lui sont dévolues, et qu'alimenter le site internet est un travail chronophage.

M. Le Maire indique que l'arrivée de la nouvelle Secrétaire Générale et le départ à la retraite d'un agent des services administratifs sera l'occasion de mettre à plat l'organisation des services.

M. QUERRE présente une seconde demande de subvention concernant l'association des Randonneurs du Leff. Cette association n'étant pas goudelinaise, elle ne bénéficie pas actuellement d'une aide de la commune de Goudelin. Cependant, au vu du travail qu'elle a réalisé dans la reconnaissance des chemins de randonnée du parcours de L'Isle, et du fait de ses besoins en achat de matériel et en frais de formation, l'association a déposé une demande de subvention en mairie.

M. KERRIEN indique que l'association étant communautaire, la commune de Goudelin ne devrait pas la subventionner.

Mme ILIEN indique que le chantier de balisage sera bientôt terminé, et qu'à ce moment l'association pourra fournir à la mairie le détail des frais qu'elle a engagés.

M. Le Maire indique qu'il est important de soutenir les associations qui font des efforts pour la commune.

M. CORBEL indique que l'association foncière de remembrement a pour mission d'ouvrir les chemins.

M. QUERRE rajoute que l'association des Randonneurs du Leff travaille en collaboration avec la marche Nordique, qui est une association goudelinaise. De plus, pour éviter tout accident, la signalétique doit être réalisée par des gens compétents.

M. KERRIEN souhaite avoir des informations complémentaires sur l'utilisation par l'association de cette subvention.

M. QUERRE lui répond que celle-ci permettra à l'association d'acheter du matériel et aux membres de suivre des formations.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, à 9 abstentions, 4 contre et 5 pour, autorise le versement d'une subvention de 100 € à l'association Les Randonneurs du Leff.

## **6/ Organisation de la randonnée d'été en partenariat avec l'office de tourisme communautaire**

M. QUERRE indique que l'association des Randonneurs du Leff organise tous les 2 ans, entre le 14 juillet et le 15 août, des randonnées d'été à l'attention des habitants et des touristes. Ces randonnées se déroulent dans plusieurs communes de l'agglomération. En 2016, une randonnée de 7 kilomètres avait été organisée à Goudelin avec une arrivée à la salle des fêtes, et la municipalité avait offert un verre de l'amitié aux participants. En 2018, l'association propose la date du 26 juillet pour l'organisation de cette randonnée sur le ban communal de Goudelin avec les mêmes conditions d'organisation.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise la reconduction de cette manifestation à Goudelin ainsi que la prise en charge par la commune du verre de l'amitié.

## **7/ Informations communautaires**

### **1. Conteneurs enterrés**

Mme LE GARFF TRUHAUD présente la proposition d'achat de conteneurs enterrés communiquée par le SMITOM. Le système proposé collecte les ordures par enlèvement, et non par aspiration. L'achat d'un conteneur coûte entre 1500 € et 8000 € selon les modèles et hors frais de terrassement. Le SMITOM prévoit par ailleurs de financer une participation à hauteur de 5000 € pour les communes qui feront l'acquisition de ce matériel.

Madame ILLEN indique que des riverains lui ont indiqué qu'ils ne comprenaient pas l'intérêt de cette dépense.

M. KERRIEN intervient pour signaler que le prix du SMITOM ne diminue pas.

Madame LE GARFF TRUHAUD indique que c'est la fin des conteneurs à ordures ménagères,

M. JEZEQUEL intervient pour dire que l'aspect visuel de ce type de conteneurs est plus agréable.

M. KERRIEN indique qu'à Plouha, ce dispositif n'a pas été jugé concluant et qu'il a été finalement abandonné.

M. JEZEQUEL rajoute que ce type de dispositif permettra une utilisation pour le club de Football ou pour les locataires de la salle des fêtes.

Monsieur KERRIEN pense que les dispositifs actuellement en place sont suffisants.

Le Conseil Municipal souhaite qu'un compte rendu de la prochaine réunion communautaire sur le sujet lui soit transmis lors de sa prochaine séance.

## 2. Eau et assainissement

M. JEZEQUEL informe le Conseil Municipal qu'il a participé à la réunion communautaire du 8 mars. Lors de cette réunion, il a été évoqué le fait que les aides financières proposées par le SPANC pour la mise en conformité des assainissements non-collectifs sont d'ores et déjà arrêtées pour 2018 et que, de fait, les demandes qui sont formulées actuellement par les riverains ne bénéficieront pas de cette aide jusqu'à la fin de l'année 2018. M. JEZEQUEL précise que la mise en conformité de l'assainissement non-collectif relève de la police du Maire.

M. JEZEQUEL informe également le Conseil Municipal que le prochain contrôle des installations non-collectives sur la commune de Goudelin a été programmé pour l'année 2022. Cette vérification correspond à un coût actuel de 105 € par maison, comprenant la vérification de l'installation et la vérification du bon déroulement du drainage.

M. JEZEQUEL indique que de 2013 à 2017, 36 aides ont été allouées sur la commune de Goudelin.

M. KERRIEN intervient sur la mise en conformité des installations lors des ventes immobilières. Il indique que tant que la législation ne sera pas appliquée, le problème ne pourra pas être résolu. Légalement, les nouveaux acquéreurs doivent mettre à jour leur système d'assainissement.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

M. CORLAY indique que la commune de Goudelin a vu doubler sa contribution à l'adhésion au Syndicat de Gendarmerie à la fois pour des raisons comptables et pour la fin des travaux d'aménagement. Une commission du Syndicat de Gendarmerie se déroulera le lundi 26 mars à Lanvollon, et M. CORLAY y assistera et fera un retour d'information aux membres du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

## 8/ Informations diverses

### 1. Modification de l'implantation de la boîte aux lettres

M. le Maire rappelle que la commune a demandé le rajout d'une nouvelle boîte aux lettres sur la commune, à hauteur de la place de l'Eglise. Cette demande a fait l'objet d'une réponse de la part de l'entreprise « La Poste », qui propose de déplacer la boîte aux lettres actuelle, située devant la Mairie, à l'angle de la rue de la Mairie et de la rue d'Armor. M. le Maire indique qu'il n'est pas intéressé par cette proposition, étant donné le peu de place pour l'implantation de la boîte aux lettres au carrefour de ces deux rues et la dangerosité de cet emplacement. En outre, il indique que l'entreprise l'a également sollicité pour l'utilisation en tant que réfectoire des anciens locaux de la Poste, situés rue d'Armor et appartenant à la commune. Un échange sur ces sujets sera nécessaire lors du rendez-vous avec l'entreprise fixé au 4 avril prochain.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

### 2. Travaux rue de Kerallec

M. JEZEQUEL informe le Conseil Municipal du planning des travaux de la rue de Kerallec. A partir du 2 avril débuteront les aménagements de surface, puis le chantier sera arrêté pendant la période du 30 avril au 11 mai, en raison des nombreux jours fériés. A compter de la mi-mai, les entreprises procéderont à la dépose de poteaux béton et aux travaux d'enrobés de trottoir et de chaussée. La fin prévisionnelle du chantier est fixée à la fin du mois de juin. M. JEZEQUEL rappelle que les conditions météorologiques n'ont pas été favorables jusqu'à présent, et ont influé sur le planning des travaux et sur le mécontentement des riverains. Il indique qu'il y a des traces de passages de voiture sur la route, ainsi que de deux roues, alors que celle-ci est normalement bloquée. De nombreux nids de poule se sont formés de ce fait ?

M. GUEGAN indique que les panneaux d'indication du chantier ne sont pas à jour.

M. JEZEQUEL répond que la mise à jour des arrêtés a été faite par le Conseil Départemental.

Mme LE GARFF-TRUHAUD propose que le planning des travaux soit diffusé sur le site internet de la ville, afin d'informer les riverains de l'avancement du chantier.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

### 3. Lotissement de la Fontaine Pierre : choix de la maîtrise d'œuvre

La commission d'analyse des dossiers de la phase n°1 s'est réunie les Vendredi 02 mars et Lundi 12 mars 2018 pour examiner l'ensemble des candidatures.

4 candidatures, au vu de leurs références, moyens et compétences, ont été pré-sélectionnées pour la phase n°2 de la consultation, "choix du lauréat", à savoir :

- Atelier Urbain (Lannion)
- DCI Environnement (Quimper)
- Eco Concept (Ploufragan)
- A3 Paysage (Brest)

Ces sociétés seront auditionnées le 17 avril par la Commission d'appel d'Offres.

Monsieur KERRIEN indique qu'il n'est pas contre ce projet, mais qu'il n'y a pas de budget de lotissement prévu en 2018. Il aurait fallu prévoir cette opération par une ligne budgétaire en 2018.

M. Le Maire lui répond que l'argent sera trouvé sur le budget 2018, et que les travaux pourront se faire.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

M. Le Maire indique par ailleurs qu'un prochain Conseil Municipal se tiendra le lundi 9 avril, à 19h en mairie, qui aura pour sujet principal le projet de l'école.

Monsieur le Maire relaie une demande conjointe de M. et Mme HERVÉ, habitant au 5 rue de Montjoie, et Mme THAURONT et M SALIS, habitant au 8 rue de Kerallec, qui est parvenue en mairie en Mars. La demande porte sur l'acquisition de terrain constructible communal, situé en arrière de leurs propriétés respectives, située actuellement sur la parcelle B872. Monsieur le Maire explique qu'une demande a déjà été formulée par les personnes pré-citées, et qu'elle a fait l'objet d'une délibération lors du Conseil Municipal du lundi 3 juillet 2017. Le Maire propose d'organiser une rencontre avec les demandeurs ainsi qu'une visite in situ.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

Mme LE BONHOMME indique qu'il y a un manque d'éclairage dans le bourg lorsqu'il y a des manifestations dans la salle des fêtes. Elle demande s'il ne serait pas possible de programmer un éclairage public plus tardif à ces occasions.

M. KERRIEN indique qu'il n'y avait pas d'éclairage public dans le bourg le samedi 17 mars et qu'il a dû passer en mairie pour rallumer l'éclairage public.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

Mme Le BONHOMME informe le Conseil Municipal que dans plusieurs rues de la commune, et notamment la rue de Cornouaille, les riverains se plaignent de véhicules roulant à des vitesses excessives.

M. Le Maire propose d'installer le radar pédagogique à cet endroit. M. Corlay propose de contacter la gendarmerie pour qu'elle effectue des contrôles à ce niveau.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

Mme LE BONHOMME informe le Conseil Municipal qu'un groupe de travail communautaire « Histoire et Patrimoine » travaille à la préparation des commémorations de la Première Guerre Mondiale. 120 noms de soldats morts au champ de bataille sont déjà collectés. Pour la commune de Goudelin, 2 familles sont mises en avant, étant données les pertes qu'elles ont eu à déplorer durant la guerre 1914-1918. Deux Kakémonos seront confectionnés pour relater leurs histoires et il conviendra de définir d'un lieu où ceux-ci pourront être présentés au public.

M. CORBEL indique que M. DRONIOU a fait un travail identique sur ce thème.

Le Conseil Municipal prend note de cette information.

M. le Maire indique que la prochaine séance du conseil municipal se tiendra le lundi 9 avril et clôt la séance.